



## Perspectives chinoises

2018/1-2 | 2018

Nouvelles approches du régime politique sous Xi Jiping

---

# La nouvelle politique de sinisation et de régulation de la religion en Chine

Kuei-min Chang

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/8058>

ISSN : 1996-4609

### Éditeur

Centre d'étude français sur la Chine contemporaine

### Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2018

Pagination : 41-49

ISBN : 979-10-91019-26-2

ISSN : 1021-9013

### Référence électronique

Kuei-min Chang, « La nouvelle politique de sinisation et de régulation de la religion en Chine », *Perspectives chinoises* [En ligne], 2018/1-2 | 2018, mis en ligne le 01 juin 2019, consulté le 05 septembre 2019. URL : <http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/8058>

---

# La nouvelle politique de sinisation et de régulation de la religion en Chine

KUEI-MIN CHANG

**RÉSUMÉ :** Cet article étudie la politique de « sinisation » (*zhongguohua* 中国化) des religions menée par Xi Jinping et la réforme des Règlements sur les affaires religieuses qui en résulte. Nous affirmons que la méfiance entretenue par Xi à l'égard de l'influence étrangère a orienté les récentes évolutions de la politique religieuse en faveur de religions indigènes ou sinisées. Nous montrerons que les efforts pour siniser les religions avec, pour corollaire, le renforcement du cadre réglementaire en vigueur, risquent d'exacerber les difficultés auxquelles est directement confronté le régime de Xi.

**MOTS-CLÉS :** Sinisation, *zhongguohua*, Règlements sur les affaires religieuses, relations entre l'État et la religion, tolérance religieuse sélective, Front uni, Chine, Xi Jinping.

## Introduction

Différents événements au cours du premier mandat de Xi Jinping témoignent de l'approfondissement de la politique officielle sur les questions religieuses. Cela s'est en premier lieu manifesté par la nouvelle attention portée au travail du Front uni dont la religion est une part intégrante. La Conférence sur le travail du Front uni organisée par Xi Jinping en mai 2015 constitue sans nul doute la conférence sur la question la plus significative des trois dernières décennies. Peu avant sa tenue et pour la première fois depuis 1982, deux vice-responsables nationaux (*fuguoji* 副国级) – Sun Chunlan (membre du Bureau politique) et Wang Zhengwei (vice-président de la Conférence consultative politique du peuple chinois) – ont été respectivement nommés directeur et directeur adjoint du Département du travail du Front uni à la suite de l'éviction de l'ancien chef du Département dans le cadre de la campagne anti-corruption menée par Xi. Un deuxième signe, concomitant, est le changement de nom de la Conférence nationale sur le travail du Front uni, rebaptisée Conférence centrale sur le travail du Front uni. Ces deux orientations attestent du poids nouveau donné par Xi au travail du Front uni, présenté par Mao comme l'une des trois principales bottes secrètes de la victoire révolutionnaire du Parti communiste aux côtés de la lutte armée et du développement du Parti.

L'importance du travail du Front uni a été minimisée durant la majeure partie de l'histoire de la République populaire car l'idée même de coalition s'appariait mal à un cadre politique largement dominé par le Parti communiste. Son importance nouvelle et son essor témoignent de la prise en compte par Xi de la complexification et la diversification croissante de la société (Groot 2016) ainsi que des défis posés par ce pluralisme au règne de Xi dans une « nouvelle ère » où « la Chine n'a jamais été aussi assurée, capable et proche de réaliser l'objectif de régénération nationale »<sup>(1)</sup>.

En avril 2016, Xi Jinping est devenu le premier secrétaire du Parti depuis 2001 à participer à la Conférence annuelle nationale sur le travail religieux. Lors de cette rencontre, Xi a appelé le Parti à consolider son front uni avec les communautés religieuses et à rassembler et organiser les croyants pour

participer à la réalisation de son rêve chinois. Face à un auditoire composé de fonctionnaires des affaires religieuses, il a annoncé la grande stratégie de sinisation religieuse présentée lors de la Conférence centrale sur le travail du Front uni et a appelé l'assistance à faire face aux problèmes d'infiltration étrangère et d'extrémisme religieux ainsi que de répondre aux défis posés par Internet<sup>(2)</sup>.

La préparation d'une réforme des Règlements sur les affaires religieuses (2005), entamée en 2014, constitue une réponse prompte à la directive lancée par Xi. Après la publication d'une ébauche en septembre 2016, les nouveaux règlements ont été adoptés six mois plus tard, en 2017, par le Conseil des affaires de l'État et ont été mis en vigueur en février 2018. Wang Zuo'an, directeur de l'Administration d'État pour les affaires religieuses (*State Administration for Religious Affairs*, SARA) a précisé que la réforme était sous la supervision directe des autorités centrales et qu'elle visait à « mettre en pratique l'esprit de la Conférence nationale sur le travail religieux »<sup>(3)</sup>.

À son arrivée au pouvoir, Xi Jinping a hérité de diverses difficultés dans le domaine des affaires religieuses. Ces difficultés, qu'il juge nuisibles à ses objectifs politiques, englobent la marchandisation répandue du bouddhisme et du taoïsme, l'extrémisme et le sentiment « anti-chinois » (*ni zhongguohua* 逆中国化) parmi les minorités musulmanes et les Tibétains, la conception de l'ordination des religieux chez les catholiques chinois, et la prolifération des églises-maisons chez les protestants. Selon Xi, la cause

1. Xi Jinping, « Secure a Decisive Victory in Building a Moderately Prosperous Society in All Respects and Strive for the Great Success of Socialism with Chinese Characteristics for a New Era », *Xinhuanet.com*, 13 November 2017, [http://www.xinhuanet.com/english/download/Xi\\_Jinping's\\_report\\_at\\_19th\\_CPC\\_National\\_Congress.pdf](http://www.xinhuanet.com/english/download/Xi_Jinping's_report_at_19th_CPC_National_Congress.pdf) (consulté le 22 novembre 2017).
2. « 习近平：全面提高新形势下宗教工作水平 » (*Xi Jinping: quanmian tigao xinxingshi xia zongjiao gongzuo shuiping*, Xi Jinping : l'amélioration totale du niveau du travail religieux dans un contexte nouveau), *Xinhuanet.com*, 23 avril 2016, [http://news.xinhuanet.com/politics/2016-04/23/c\\_1118716540.htm](http://news.xinhuanet.com/politics/2016-04/23/c_1118716540.htm) (consulté le 28 novembre 2017).
3. Wang Zuo'an, « 全国性宗教团体要学习贯彻新修订“条例” » (*Quanguoxing zongjiao tuantiyao xuexi guanche xin xiuding "tiaoli"*, Les associations religieuses nationales doivent prendre l'initiative d'étudier et appliquer les nouveaux "Règlements"), *中国宗教 (Zhongguo zongjiao, Religion chinoise)* 2017 (9) : 24-26. Wang Zuo'an, « 学习贯彻新修订的宗教事务条例 » (*Xuexi guanche xin xiuding de zongjiao shiwu tiaoli*, Étudier et appliquer la nouvelle réforme des Règlements sur les affaires religieuses), *Le Quotidien du peuple*, 12 septembre 2017, 17.

principale de tous ces problèmes réside dans l'échec supposé des religions à accepter la « grande culture traditionnelle chinoise » (*Zhonghua youxiu chuantong wenhua* 中华优秀传统文化) et à s'y intégrer. Élément particulièrement troublant dans la vision de Xi, le manque de crédit accordé à la culture chinoise parmi les catholiques et les musulmans les aurait poussés à adopter les valeurs occidentales et l'extrémisme religieux<sup>(4)</sup>.

Le terme de sinisation (*zhongguohua* 中国化), officiellement introduit lors de la Conférence centrale sur le travail du Front uni de 2015, témoigne de la volonté de l'État de contraindre les religions en Chine à intégrer des caractéristiques chinoises dans leurs croyances et leurs pratiques. L'invention de ce terme relève d'une action stratégique visant à résoudre les problèmes mentionnés ci-dessus. Toutefois, si cette sinisation cible l'influence religieuse de l'étranger parmi les chrétiens ainsi que l'extrémisme dans l'islam et le bouddhisme tibétain, ses implications n'apparaissent pas tout à fait clairement<sup>(5)</sup>. En tant qu'objectif politique, elle a été accueillie avec perplexité, anxiété, hostilité ou indifférence par les communautés religieuses. Par exemple, les déclarations d'un responsable sur la nécessité pour le taoïsme de « poursuivre et approfondir le processus de sinisation » ont fait sourciller les taoïstes qui jugent le mot d'ordre redondant pour une religion indigène<sup>(6)</sup>. En outre, cette évolution a suscité des craintes parmi les minorités quant à une perte d'identité culturelle. Les chrétiens se sont inquiétés du fait que la nouvelle politique réduise encore davantage leur espace religieux déjà fragilisé.

Cet article examinera les écueils récemment rencontrés par le régime de Xi dans ses tentatives de transformer les différentes pratiques et croyances religieuses en Chine. Il repose sur des données qualitatives et d'observation, dont des entretiens, des documents officiels, des publications d'agences gouvernementales et d'associations religieuses, des archives de journaux et des textes extraits de forums internet. Nous montrerons que la sinisation en tant que mot d'ordre politique n'a pas été en mesure de s'émanciper du cadre réglementaire en vigueur, premier responsable de nombreuses difficultés dans le domaine religieux. Au contraire, cet effort n'a fait que renforcer la rigidité du cadre réglementaire et étendre, à travers la publication des nouveaux règlements, le spectre du pouvoir discrétionnaire de la bureaucratie dans la gestion des différents cultes.

Nous pensons que la stratégie consistant à s'en prendre à la religion pour servir des objectifs politiques n'aboutit, dans le meilleur des cas, qu'à des applications discriminantes des nouveaux règlements. L'approche de plus en plus interventionniste adoptée sous Xi risque d'aggraver l'incompétence de la bureaucratie dans la gestion des affaires religieuses, incompétence qui n'a fait qu'envenimer par le passé les tensions entre l'État et les composantes de la communauté religieuse.

## ***L'usage politique de la religion et le caractère sélectif de la tolérance religieuse en Chine***

Le discours officiel sur la religion a évolué en quatre décennies, la faisant passer d'anachronique à culturelle<sup>(7)</sup>. L'État-Parti a en effet fini par reconnaître la portée positive de la religion dans son rôle de soutien psychologique et social aux masses (Goosaert et Palmer 2011). Outre ses dimensions psychologiques et sociales, la religion remplit également des fonctions stratégiques pour le régime, comme l'illustre très bien l'adoption par le Parti du front uni comme stratégie, idéologie et institution dont la religion est partie intégrante (Van Slyke 1967).

Par conséquent, depuis sa création, le PCC a adopté, du moins de manière rhétorique, une politique de liberté de croyance religieuse<sup>(8)</sup> dont l'objectif a été « de rassembler les masses de croyants et non-croyants et leur permettre de concentrer toute leur volonté et leur force vers le but commun de l'édification d'un État socialiste puissant et modernisé »<sup>(9)</sup>. L'usage politique de la religion sous la forme d'un front uni avec « les larges masses des personnalités religieuses patriotiques » a également été le principe directeur de la gouvernance religieuse de l'État-Parti.

Le PCC administre les religions à travers trois institutions aux fonctions différentes qui se déclinent chacune à tous les échelons administratifs de l'État-Parti. Il s'agit au niveau central du département du travail du Front uni du Comité central du PCC, de l'Administration d'État pour les affaires religieuses (SARA) et des associations patriotiques des cinq religions autorisées par l'État. Le département du travail du Front uni est chargé de conduire des études sur les questions religieuses, seconder le comité du Parti dans l'élaboration de la politique religieuse, communiquer avec les responsables religieux et assurer la coordination entre les organes étatiques et les associations religieuses patriotiques. La SARA met en œuvre les politiques en matière religieuse et administre au quotidien. Dans le cadre de la double tutelle de l'État-Parti, le responsable du Bureau des affaires religieuses (*Bureau of Religious Affairs*, BRA) à chaque échelon administratif est nommé parmi les membres de la branche locale du département du travail du Front uni. Le cumul des fonctions vise à garantir un contrôle du Parti sur l'application de la politique religieuse. Les responsables religieux approuvés par le gouvernement à divers échelons subalternes sont nommés à des fonctions politiques en tant que membres des assemblées populaires locales et des branches locales de la Conférence consultative politique du peuple chinois. Les associations religieuses patriotiques, qui jouent le rôle de passerelles entre l'État et les diverses communautés religieuses qu'elles représentent, contribuent à la mobilisation des communautés pour soutenir les politiques officielles. Tout changement majeur dans la politique ou sa mise en œuvre doit nécessairement passer par le triangle institutionnel formé

- Chen Zongrong, « 着眼长远坐在当下：不断推动我国宗教中国化进程 » (*Zhuoyan chanyuan zuozai dangxia: buduan tuidong woguo zongjiao zhongguohua jincheng*, Actions immédiates dans une perspective de long terme : promouvoir sans relâche le développement de la sinisation religieuse en Chine), *中国宗教 (Zhongguo zongjiao, Religion chinoise)* 2016/12 : 14-15.
- Wang Zuon, « 行稳致远，久久为功：坚持我国宗教中国化方向 » (*Xingwen zhiyuan, jiujiu weigong: jianchi woguo zongjiao zhongguohua fangxiang*, Qui veut voyager loin ménage sa monture, la persévérance est la clef de la réussite : persister dans la voie de la sinisation religieuse en Chine), *中国宗教 (Zhongguo zongjiao, Religion chinoise)* 2016/10 : 13-15.
- « 俞正声会见中国道教协会成立60周年纪念会代表 » (*Yu Zhengsheng huijian Zhongguo daojiao xiehui chengli 60 zhounian jinianhui daibiao*, Yu Zhengsheng rencontre des représentants de l'Association taoïste de Chine à l'occasion de la célébration du 60ème anniversaire de sa fondation), *Site internet du Département du travail du Front uni du Comité central du PCC*, 18 juillet 2017, <http://www.zyztb.gov.cn/tzb2010/ttfl/201707/87e80908ab7b4790821b635c50320b1b.shtml> (consulté le 28 novembre 2017).
- Des personnalités religieuses majeures comme Zhao Puchu (président de l'Association bouddhiste de Chine de 1980 à sa mort en 2000) ont commencé à défendre l'idée selon laquelle la religion est une culture afin de combattre la vision qualifiant la religion d'anachronique, vision qui était encore influente à l'époque comme en témoigne la campagne contre la pollution spirituelle du début des années 1980.
- Pour un aperçu de la politique de liberté religieuse en Chine jusqu'au début des années 2000, voir Leung (2005).
- Le Document n°19 de 1982 signale un renouveau de la politique de tolérance religieuse qui avait été abandonnée au milieu des années 1950. Il a remis en question la politique antireligieuse adoptée pendant presque trois décennies par le Parti et a permis aux religions de se développer sous la supervision du gouvernement. Une des conséquences de la libéralisation politique a été un fort regain des activités religieuses dans les années 1980. Voir : « 关于我国社会时期宗教问题的基本观点和基本政策 » (*Guanyu woguo shehui shiqi zongjiao wenti de jiben guandian he jiben zhengce*, Avis et politique de base sur la question religieuse dans la Chine socialiste), publié par le Comité central du PCC le 31 mars 1982, <http://www.sara.gov.cn/zc/g/zc/497.htm> (consulté le 4 décembre 2017). Voir la traduction en anglais de MacInnis (1989), 8-26.

par le Département du travail du Front uni, le BRA et les associations religieuses patriotiques (Palmer 2009)<sup>(10)</sup>.

L'approche utilitariste de la gestion de la religion adoptée par le PCC et le recours massif de ce dernier au contrôle administratif ont rendu la tolérance religieuse perméable au changement de leadership, et cela en particulier après les événements de Tiananmen en 1989 et la chute du bloc communiste qui ont éveillé les craintes du Parti quant à la subversion religieuse. Cette suspicion accrue à l'égard de la religion a conduit à un durcissement de la politique religieuse dans le Document n°6, publié au début de l'année 1991 sous Jiang Zemin, alors chef du Parti, dans l'objectif de stabiliser le régime à la suite de la crise de 1989<sup>(11)</sup>.

Le Document n°6 a remis en cause l'approche plus permissive de la religion qui avait été exposée dans le Document n°19 de 1982. Cette directive avait de manière générale inspiré la politique officielle des années 1980. Le Document n°6 a quant à lui formellement rajouté l'obligation d'obtenir un accord préalable du gouvernement pour mener quatre types d'activités religieuses : l'édification de tout nouvel espace religieux, soumise à l'approbation du gouvernement au niveau du district<sup>(12)</sup> ; la perception de donations étrangères importantes, qui doit être autorisée par les autorités provinciales ; l'accueil de délégations étrangères, soumis à un accord au niveau provincial ; et la conduite d'activités religieuses majeures en relation avec les affaires étrangères, qui doit être permise par le Conseil des affaires de l'État.

Le PCC s'était auparavant gardé de faire de telles annonces qui auraient remis en cause le principe constitutionnel de séparation entre la religion et l'État. Le Document n°6 est ainsi devenu la première réglementation de niveau central à explicitement reconnaître les prérogatives du gouvernement dans la gestion des affaires religieuses (*guanli zongjiao shiwu* 管理宗教事务). De manière plus fondamentale, en assignant au Bureau des affaires religieuses du Conseil des affaires de l'État plutôt qu'à l'Assemblée nationale populaire la responsabilité d'élaborer la législation en matière religieuse, le décret a étendu le contrôle de l'État sur la religion. Cette décision marque un tournant réglementaire dans la gouvernance de la religion par le Parti, au détriment de l'approche plus modérée qui prévalait depuis les années 1980.

À partir des années 1990, le contrôle bureaucratique s'est en effet resserré avec la formulation et la mise en vigueur de deux décrets administratifs majeurs : les « Règlements sur la gestion des espaces religieux » de 1994 sous Jiang Zemin et les « Règlements sur les affaires religieuses » de 2005 sous Hu Jintao. Comme il le sera montré dans les paragraphes suivants, la politique de Xi Jinping a contribué à accentuer cette tendance à travers la réforme sous son gouvernement des Règlements de 2005.

L'arrivée au pouvoir de Xi avait été accueillie avec optimisme par certains réformateurs chinois et observateurs de la Chine qui espéraient que Xi mette en œuvre un agenda de réformes permettant une évolution politique. Cependant, contrairement aux attentes et espoirs, son premier mandat a été marqué par un renforcement du contrôle idéologique et une intensification des campagnes de répression à l'encontre de la société civile<sup>(13)</sup>.

Xi a remis en question la norme du leadership collectif établie par les deux générations précédentes de dirigeants du Parti et il a concentré le pouvoir entre ses mains (voir l'article de Gueorguiev dans ce numéro). Lors du 19<sup>e</sup> Congrès national du Parti, il a promu la plupart de ses alliés sans désigner de successeur au sein du Comité permanent du Bureau politique. Le Congrès a adopté unanimement l'amendement constitutionnel qui érige la « pensée de Xi Jinping », terminologie autrefois réservée à Mao, au rang de guide pour

le Parti et le peuple chinois dans « l'œuvre de grande régénération de la nation chinoise »<sup>(14)</sup>.

Le même amendement confère un rôle stratégique à la « culture du socialisme aux caractéristiques chinoises ». Xi a déclaré que la culture socialiste chinoise s'enracine dans la « grande culture traditionnelle chinoise » qui s'est développée au cours des 5 000 ans d'histoire de la nation. La foi en cette culture, a-t-il affirmé, mènera à la prospérité et à la régénération complète de la nation chinoise<sup>(15)</sup>. Xi suggère donc qu'une culture nationale strictement « chinoise » est indispensable à l'ascension continue de la Chine vers un statut de grande puissance. Il a également clairement affiché l'ambition de la Chine d'offrir un modèle alternatif au modèle occidental, « la voie, la théorie, le système et la culture du socialisme aux caractéristiques chinoises [étant] une nouvelle alternative pour les autres pays et nations désireux d'accélérer leur développement tout en préservant leur indépendance »<sup>(16)</sup>.

La valorisation de la culture traditionnelle chinoise constitue, dans une large mesure, une réponse aux défis posés par les idées occidentales dans le domaine culturel<sup>(17)</sup>. La notion de sinisation religieuse émane de cette pensée stratégique. Le discours de Xi au congrès national du Parti évoque le concept dans les parties consacrées à la « consolidation et au développement d'un front uni patriotique » et « la garantie effective de la sécurité nationale » :

Nous allons pleinement mettre en œuvre la politique de base du Parti dans le domaine des affaires religieuses, promouvoir l'idée selon laquelle les religions en Chine doivent avoir une orientation chinoise

- Dans le cadre du nouveau projet de restructuration de l'État-Parti, l'AEAR est amenée à être fusionnée avec le Département du travail du Front uni. Cette fusion permettra d'assurer un contrôle plus grand du Parti sur les affaires religieuses. Voir : « 中共中央印发“深化党和国家机构改革方案” » (*Zhonggong zhongyang yinfā "shenhua dang he guojia jigou gaige fang'an"*), Le Comité central du PCC publie le programme d'approfondissement de la réforme des institutions du Parti et de l'État, *Xinhuanet.com*, 21 mars 2018, [http://www.xinhuanet.com/politics/2018-03/21/c\\_1122570517.htm](http://www.xinhuanet.com/politics/2018-03/21/c_1122570517.htm) (consulté le 7 avril 2018).
- Conseil des affaires de l'État et Comité central du PCC, « 关于进一步做好宗教工作若干问题的通知 » (*Guanyu jinyibu zuohao zongjiao gongzuo ruogan wenti de tongzhi*, Circulaire sur quelques questions relatives à une meilleure application du travail religieux), 5 février 1991, <http://pkulaw.cn/CLI.2.65793> (consulté le 3 décembre 2017).
- La rapide croissance des temples, stimulée par les initiatives économiques locales, a amené les autorités centrales à exiger en 1996 une autorisation au niveau provincial pour la construction de tout nouveau temple. L'approbation des autorités provinciales est ensuite devenue obligatoire pour tous les sites religieux.
- « In Xi Jinping's Crackdown on Civil Society, Even Women's Rights Activists Aren't Spared », *South China Morning Post*, 16 mars 2016, <http://www.scmp.com/comment/insight-opinion/article/1739150/xi-jinpings-crackdown-civil-society-even-womens-rights> (consulté le 20 novembre 2017) ; « They Target My Human Rights Work as a Crime: Annual Report on the Human Rights Situation in China (2016) », *Chinese Human Rights Defenders*, Février 2017, <https://www.nchrd.org/wp-content/uploads/2017/02/annual-report.pdf> (consulté le 20 novembre 2017) ; « Cyber Space, Religion, Lawyers, Dissidents: China's Shrinking Civil Society under Xi Jinping's Crackdown », *Hong Kong Free Press*, 18 octobre 2017, <https://www.hongkongfp.com/2017/10/18/cyberspace-religion-lawyers-dissidents-chinas-shrinking-civil-society-xi-jinpings-crackdown/> (consulté le 20 novembre 2017).
- « Resolution on the 19th National Congress of the Communist Party of China on the Revised Constitution of the Communist Party of China », *Xinhuanet.com*, 24 octobre 2017, [http://news.xinhuanet.com/english/2017-10/24/c\\_136702726.htm](http://news.xinhuanet.com/english/2017-10/24/c_136702726.htm) (consulté le 20 novembre 2017).
- « 习近平提出，坚定文化自信，推动社会主义文化繁荣兴盛 » (*Xi Jinping tichu, jiating wenhua zixin, tuidong shehui zhuyi wenhua fanrong xingsheng*), Xi Jinping suggère de renforcer la confiance culturelle et de promouvoir l'essor de la culture socialiste), *Xinhuanet.com*, 18 octobre 2017, [http://news.xinhuanet.com/politics/19cpcnc/2017-10/18/c\\_1121820800.htm](http://news.xinhuanet.com/politics/19cpcnc/2017-10/18/c_1121820800.htm) (consulté le 22 novembre 2017).
- Xi Jinping, « Secure a Decisive Victory in Building a Moderately Prosperous Society in All Respects and Strive for the Great Success of Socialism with Chinese Characteristics for a New Era », *op. cit.*
- L'inquiétude de Xi envers l'infiltration étrangère est très bien illustrée dans le Document n°9 de 2013 qui énumère les dangers liés aux idées occidentales qui mettent en question le système politique chinois, telles que la démocratie constitutionnelle, les valeurs universelles, la société civile, le néo-libéralisme et l'indépendance des médias. Voir : « Communiqué on the Current State of the Ideological Sphere », *ChinaFile*, 8 novembre 2013, <http://www.chinafile.com/document-9-chinafile-translation#start> (consulté le 23 novembre 2017).



et superviser activement les religions afin qu'elles soient en mesure de s'adapter à la société socialiste [...].

Nous devons nous protéger scrupuleusement de tous les actes d'infiltration, de subversion et de sabotage, des actions violentes et terroristes, ainsi que des activités liées au séparatisme ethnique et à l'extrémisme religieux, et les combattre avec résolution<sup>(18)</sup>.

Ce passage révèle les ressorts du programme de sinisation de la religion lancé par Xi, à savoir une préoccupation pour la stabilité du régime et une peur de la subversion religieuse. La politique est sélective dans la mesure où elle favorise d'emblée les religions indigènes ou sinisées comme le bouddhisme chinois, le taoïsme, et, dans une moindre mesure, l'islam<sup>(19)</sup>. C'est la présence du christianisme en Chine, et ses liens historiques avec l'Occident, qui ont en premier lieu motivé l'adoption et la formulation de la politique de sinisation religieuse.

### ***L'« écologie religieuse » et la sinisation comme mot d'ordre politique sous Xi Jinping***

La question de la sinisation a en effet d'abord été une réponse formulée dans les cercles académiques face au problème du christianisme. Selon le courant de pensée à l'origine de cette notion, appelé « courant de l'écologie religieuse », les rouages du paysage religieux dans une société sont comparables à ceux d'un écosystème. Le système fonctionne normalement lorsqu'il atteint un équilibre au sein duquel toutes les religions se contrôlent entre elles en répondant aux différentes demandes de divers groupes. En ce sens, la croissance spectaculaire du christianisme en Chine est interprétée comme le symptôme d'un déséquilibre de l'écosystème religieux résultant de l'élimination durant les toutes premières décennies du régime communiste des traditions religieuses indigènes, dont le confucianisme, le bouddhisme, le taoïsme et les religions populaires (Wang et Gao 2012).

L'idée sous-jacente de cette école de pensée est que le christianisme est préjudiciable aux traditions culturelles chinoises. Selon ce courant, si la tendance se poursuivait, la position finalement dominante du christianisme non seulement constituerait une menace pour la sécurité nationale du fait de sa nature étrangère mais elle serait aussi susceptible d'aggraver le grand déclin de la civilisation chinoise. La recommandation politique formulée par les adeptes de cette école face à ce qu'ils considèrent être un problème chrétien consiste à faire revivre les grandes traditions culturelles chinoises, y compris les cultures religieuses, tout en encourageant la sinisation du christianisme (Mou 2009).

Plus spécifiquement, l'État doit intégrer la grande culture chinoise au socialisme aux caractéristiques chinoises, promouvoir l'« éthique confucéenne »<sup>(20)</sup>, ainsi que le taoïsme et le bouddhisme chinois, à travers notamment la résolution de leur problème de marchandisation et ainsi permettre à ces cultes de valoriser leur prévalence culturelle traditionnelle pour contribuer à l'établissement d'une écologie religieuse saine. L'État doit par ailleurs fournir un cadre légal propice à la résurgence autonome des religions populaires. Pour combattre les tentatives de christianisation de la Chine par l'Occident, le christianisme en Chine doit être sinisé à travers la transformation de ses croyances et pratiques, et en particulier à travers l'élimination du prosélytisme et le rejet dans son enseignement de l'idée d'unique voie de salut par le Christ, une croyance jugée incompatible avec les traditions religieuses chinoises caractérisées par l'harmonie et le pluralisme (*duoyuan tonghe*

多元通和). Surtout, les chrétiens chinois doivent forger leur conscience nationale et accomplir leur devoir de citoyens et membres d'une communauté de destin en rejetant toute idée et influence occidentale (Zhang 2011 ; Mou 2012 ; Zuo 2017).

La première conférence de ce groupe de théoriciens a été organisée en mars 2012 par le Centre sur la culture religieuse de l'Université de Pékin et le Centre d'études chrétiennes de l'Académie chinoise des sciences sociales. En 2013, cette initiative a attiré l'attention de certains dirigeants dans le cadre de la diffusion par Xi du grand récit de sa présidence, le rêve chinois<sup>(21)</sup>. Ils sont devenus en 2014 les nouveaux « experts spécialement nommés » de la SARA<sup>(22)</sup>. Des conférences nationales sur la sinisation du christianisme ont été officiellement organisées au cours des années suivantes, d'abord à l'occasion de la célébration en août 2014 du 60<sup>e</sup> anniversaire de la fondation du Comité national du mouvement patriotique de la triple autonomie des églises protestantes de Chine, puis en septembre 2015, lors de la commémoration du 100<sup>e</sup> anniversaire de K. H. Ting, l'un des fondateurs du mouvement.

L'image véhiculée par le courant de l'écologie religieuse d'un phénomène chrétien indiscipliné et alimenté par des forces étrangères hostiles tirant parti de la faiblesse des institutions religieuses indigènes témoigne de l'inquiétude d'une partie de l'élite dirigeante quant à une perte de contrôle idéologique, et donc social (Li 2010). Il n'est pas surprenant de constater que l'un des mots d'ordre idéologiques de Xi depuis son arrivée au pouvoir a été la promotion de la culture traditionnelle chinoise ; et les propos sur le bouddhisme chinois tenus dans son discours au siège de l'UNESCO en mars 2014 ont été largement interprétés comme un signe de soutien à l'égard des religions indigènes ou sinisées :

Le bouddhisme est originaire de l'Inde ancienne. Après son introduction en Chine, la religion s'est durant une longue période développée en s'intégrant au confucianisme indigène et au taoïsme avant de finalement devenir un bouddhisme aux caractéristiques chinoises<sup>(23)</sup>.

Cette position a renforcé les communautés chinoises bouddhistes et taoïstes qui ont depuis été encouragées par les autorités à promouvoir activement le *soft power* de la Chine à travers l'organisation d'échanges reli-

18. Xi Jinping, « Secure a Decisive Victory in Building a Moderately Prosperous Society in All Respects and Strive for the Great Success of Socialism with Chinese Characteristics for a New Era », *op. cit.*

19. La branche sinophone et fortement sinisée de l'islam est moins l'objet d'inquiétudes pour le régime. Les difficultés posées par les tendances anti-chinoises et l'extrémisme sont présentées comme un problème régional, principalement au Xinjiang. Voir : Wang Zuoan, « 坚持问题导向，明确目标任务，引领中国伊斯兰教健康发展 » (*Jianchi wenti daoxiang, mingque mubiao renwu, yinling Zhongguo Yisilan jiao jiankang fazhan*, Maintenir une approche orientée vers la résolution des problèmes, avoir des objectifs clairs, orienter le développement sain de l'islam chinois), *中国宗教 (Zhongguo zongjiao, Religion chinoise)* 2016/12 : 11-13.

20. Par exemple, le sens de l'humain (*ren* 仁), du juste (*yi* 义), la bienséance (*li* 礼 : le sens des rites), le discernement moral (*zhi* 智), la confiance (*xin* 信), la loyauté (*zhong* 忠), la piété filiale (*xiao* 孝), l'honnêteté (*lian* 廉) et l'intégrité (*chi* 耻).

21. Zhongxin, « 2013国内宗教形势观察 » (2013 *guonei zongjiao xingshi guancha*, Étude sur le développement religieux national de 2013), *中国宗教 (Zhongguo zongjiao, Religion chinoise)* 2014/3 : 14-16.

22. « 国家宗教事务局成立宗教工作专家库 » (*Guojia zongjiao shiwu ju chengli zongjiao gongzuo zhuanjia ku*, L'AEAR met en place un groupe d'experts sur le travail religieux), *People.cn*, 26 janvier 2014, <http://politics.people.com.cn/n/2014/0126/c1001-24235908.html> (consulté le 1er avril 2018). Pour une liste complète des 33 « experts spécialement nommés », voir le site de SARA, <http://www.sara.gov.cn/xxgk/zjgztzpjks20170904204343165711/index.htm> (consulté le 1er avril 2018).

23. « Speech by H.E. Xi Jinping President of the People's Republic of China at UNESCO Headquarters », *Site internet du ministère des Affaires étrangères de la République populaire de Chine*, 28 mars 2014, [http://www.fmprc.gov.cn/mfa\\_eng/wjdt\\_665385/zjyh\\_665391/t1142560.shtml](http://www.fmprc.gov.cn/mfa_eng/wjdt_665385/zjyh_665391/t1142560.shtml) (consulté le 15 novembre 2017).

jeux internationaux et la coopération avec des organisations religieuses internationales<sup>(24)</sup>.

Tandis que le bouddhisme chinois a été érigé en modèle de sinisation, une campagne de démolition des églises et des croix menée sous couvert d'un nouveau règlement de zonage<sup>(25)</sup> a été mise en œuvre dans la province du Zhejiang où réside la plus grande communauté chrétienne de Chine. Le responsable local, Xia Baolong, est un fidèle de Xi Jinping ; il a été l'adjoint de Xi au moment où ce dernier occupait le poste de secrétaire du Parti du Zhejiang. Entre 2014 et 2015, 12 000 à 17 000 croix auraient été arrachées des églises locales, dont un bon nombre étaient des églises approuvées par le gouvernement et dont l'expansion avait été tacitement tolérée par les autorités locales depuis les années 1980.

Ce processus de démolition a déclenché une série de violentes confrontations entre les autorités locales et les paroissiens. Dans la mesure où un statut officiel ne garantissait plus la tolérance et où les doléances répétées des associations religieuses via les canaux officiels demeuraient vaines pour stopper la violence, les associations chrétiennes patriotiques soutenues par le gouvernement (le Conseil des chrétiens protestants du Zhejiang, l'Association catholique patriotique du Zhejiang et la Commission administrative de l'Église catholique) ont publié de manière tout à fait inédite des lettres ouvertes qui condamnaient l'opération et appelaient les autorités locales à mettre fin aux démolitions<sup>(26)</sup>.

Si la violence de la campagne s'est finalement apaisée, elle s'est accompagnée d'une douzaine d'arrestations et du limogeage de responsables religieux, provoquant une onde de choc au sein du gouvernement et de l'Église qui n'avaient ni l'un ni l'autre anticipé un tel degré de confrontation. Les événements ont déstabilisé le système de gouvernance de la religion mis en place par le Parti communiste et au sein duquel les associations religieuses patriotiques étaient censées jouer le rôle de passerelles entre l'État et la communauté religieuse. Plus fondamentalement, cet événement ébranle l'impératif de stabilité et de contrôle social du régime autoritaire.

La sinisation est apparue dans le discours officiel en mai 2015 lorsque Xi a évoqué sa politique en matière religieuse à l'occasion de la Conférence centrale sur le travail du Front uni :

Pour donner une orientation active aux religions leur permettant de s'adapter à la société socialiste, nous devons insister sur la voie de la sinisation, renforcer la gouvernance par la loi dans la sphère religieuse, prendre en compte de manière dialectique la fonction sociale de la religion et accorder de l'importance aux personnalités religieuses tout en développant leur influence. [Nous devons] superviser la religion pour promouvoir le développement économique, l'harmonie sociale, la prospérité culturelle, l'unité ethnique et l'unification de la patrie<sup>(27)</sup>.

Xi a précisé sa politique lors de la Conférence nationale sur le travail religieux d'avril 2016 :

Fournir une orientation active aux religions leur permettant de s'adapter à la société socialiste consiste à inciter les masses de croyants à aimer la patrie et le peuple, préserver l'unité de la patrie et la grande unité de la nation chinoise, respecter et servir les intérêts du pays et ceux de la nation chinoise tout entière, soutenir la direction du Parti communiste chinois et les institutions socialistes, promouvoir la voie du socialisme aux caractéristiques chinoises, mettre activement en pratique les valeurs socialistes de base, promouvoir la culture chinoise,

s'efforcer d'intégrer les doctrines religieuses au sein de la culture chinoise, respecter les lois et réglementations nationales, se soumettre consciencieusement à la gouvernance de l'État par la loi, s'impliquer dans les réformes et l'ouverture ainsi que dans la mise en œuvre de la modernisation socialiste et contribuer au rêve chinois pour parvenir à la grande régénération de la nation chinoise.

Tout en préservant les croyances fondamentales, enseignements clefs, cérémonies et rites de chaque religion, [il s'agit de] les soutenir en mettant en valeur avec minutie les contenus de leurs enseignements et canons qui sont bénéfiques à l'harmonie sociale, au progrès et à une civilisation saine. [Il s'agit également de les aider à] interpréter les enseignements et canons qui correspondent aux critères de développement de la Chine contemporaine et de la grande culture traditionnelle chinoise<sup>(28)</sup>.

La logique du courant de l'écologie religieuse apparaît de manière explicite dans la stratégie politique à travers l'accent mis sur la culture traditionnelle chinoise. Même les religions populaires, qui avaient été surtout considérées comme des superstitions dans le passé, ont désormais l'assurance d'occuper une place légitime au sein du corps politique socialiste. Xi a désormais conscience de la valeur des religions populaires dans sa quête du maintien de l'ordre communiste, comme en témoigne son discours :

La bonne conduite du travail avec les religions populaires est très importante pour unifier les masses et faire progresser l'harmonie sociale et la stabilité, préserver les intérêts nationaux et publics et résister à l'infiltration étrangère, promouvoir la grande culture traditionnelle chinoise et cultiver les bonnes normes sociales, maintenir un contact rapproché avec les Chinois hors de Chine et favoriser l'unification de la patrie<sup>(29)</sup>.

24. Jiang Jianyong, « 大力弘扬中华优秀传统文化，发挥道教积极作用 » (*Dali hongyang zhonghua chuantong wenhua, fahui daojiao jiji zuoyong*, Promouvoir la culture traditionnelle chinoise et les effets positifs du taoïsme avec entraînement), *中国宗教 (Zhongguo zongjiao, Religion chinoise)* 2014/9 : 22-23 ; « 推动中国宗教走出去，发挥宗教独特优势 » (*Tuidong Zhongguo zongjiao zouchuqu, fahui zongjiao dute youshi*, Promouvoir l'influence internationale des religions chinoises et leur avantage unique), *中国宗教 (Zhongguo zongjiao, Religion chinoise)* 2014/10 : 28-30.
25. Gouvernement populaire de la province du Zhejiang, « 浙江省人民政府关于在全省开展'三改一拆'三年行动的通知 » (*Zhejiangsheng renmin zhengfu guanyu zai quansheng kaizhan 'sangai yichai' sannian xingdong de tongzhi*, Circulaire du gouvernement populaire de la province du Zhejiang sur le lancement de la campagne « Trois reconstructions pour une démolition » lancée au niveau provincial pour trois ans), 21 février 2013, [http://zhejiang.gov.cn/art/2015/12/30/art\\_32431\\_261813.html](http://zhejiang.gov.cn/art/2015/12/30/art_32431_261813.html) (consulté le 3 décembre 2017).
26. Ian Johnson, « Decapitated Churches in China's Christian Heartland », *The New York Times*, 21 mai 2015, <https://www.nytimes.com/2016/05/22/world/asia/china-christians-zhejiang.html> ; « 基督教团体就拆十字架发表公开信后，被收走公章 » (*Jidujiao tuanti jiu chai shizijia fabiao gong kaixin hou, bei shouzou gongzhang*, Des responsables de groupes chrétiens ont été démis de leurs fonctions officielles après avoir publié des lettres ouvertes), *UCAN China*, 16 juillet 2015, <http://china.ucanews.com/2015/07/16/基督教團體就拆十字架發表公開信後，被收走公章/> (consulté le 15 novembre 2017) ; « 中国基督徒抗议政府强拆十字架 » (*Zhongguo jidutu kang-yi zhengfu qiangchai shizijia*, Des chrétiens chinois protestent contre le retrait forcé des croix sur les églises), *The New York Times*, 11 août 2015, <http://m.cn.nytimes.com/china/20150811/c11china/zh-hant/> (consulté le 15 novembre 2017) ; « Second Interview with the Wenzhou Pastor: After the Demolition Comes the "Transformation" », *China Change*, 15 décembre 2015, <https://chinachange.org/2015/12/15/second-interview-with-the-wenzhou-pastor-after-the-demolition-comes-the-transformations/> (consulté le 15 novembre 2017).
27. « 习近平：巩固发展最广泛的爱国统一战线 » (*Xi Jinping: Gonggu fazhan zui guangfan de aiguo tongyi zhanxian*, Xi Jinping : Consolider et développer à son maximum le front uni patriotique), *Xinhuanet.com*, 20 mai 2015, [http://news.xinhuanet.com/politics/2015-05/20/c\\_1115351358.htm](http://news.xinhuanet.com/politics/2015-05/20/c_1115351358.htm) (consulté le 16 mai 2017).
28. « Xi Jinping : l'amélioration totale du niveau du travail religieux dans un contexte nouveau », *op. cit.*
29. « 积极探索稳步推进：切实提高民间信仰工作能力和水平 » (*Jiji tansuo wenbu tuijin: qieshi tigao minjian xinyang gongzuo nengli he shuiping*, Explorer activement et avancer dans la régularité : Améliorer scrupuleusement la qualité et le niveau du travail sur les croyances populaires), *中国宗教 (Zhongguo zongjiao, Religion chinoise)* 2016/12 : 16-17.

Lors de cette même conférence, Xi a appelé son auditoire à suivre le principe de coopération politique inscrit dans l'idéologie et la pratique du Front uni :

Pour mener à bien le travail religieux du Parti et mettre en avant ses principes de base, l'essentiel est de se pencher en profondeur sur la question, l'appréhender dans son intégralité et appliquer avec précision [le concept de] « guidage » (*dao* 导). Nous devons « guider » avec des méthodes appropriées, « guider » avec vigueur et « guider » avec efficacité, et ainsi nous montrer proactifs dans le domaine du travail religieux. [...] Au niveau politique, [nous] devons insister sur l'unité et la coopération ; sur le plan idéologique, nous devons nous respecter les uns les autres. S'impliquer davantage, se parler plus à cœur ouvert, proposer davantage son aide. Convaincre les gens par le raisonnement, les toucher par l'émotion, attirer leur attention et les unir en résolvant leurs difficultés pratiques <sup>(30)</sup>.

Cette évolution est considérable par rapport à la Conférence nationale sur le travail religieux organisée par Jiang Zemin en décembre 2001. Dans le contexte de la campagne contre les sectes et contre le Falun Gong lancée en 1999, l'intégration des religions populaires dans l'agenda national du travail religieux, et donc la légitimité qui leur a été accordée, aurait été impensable une quinzaine d'années avant la période Xi.

Malgré l'accent mis par Xi Jinping sur le « guidage » ainsi que sur l'unité et le respect mutuel, la réforme des « Règlements sur les affaires religieuses » qui a suivi son discours ne semble ne pas avoir été en mesure d'adapter le cadre réglementaire. La plupart des règles qui avaient été critiquées par la communauté religieuse en raison des excès bureaucratiques permis dans les règlements de 2005 sont restées inchangées. Ce remaniement n'a plutôt fait qu'étendre le spectre et l'intensité du contrôle administratif.

## Règlements sur les affaires religieuses : le resserrement du contrôle sur les religions

Les « Règlements sur les affaires religieuses » constituaient depuis 2005 la réglementation de plus haut niveau gouvernemental sur la gestion de la religion en Chine. Ils remplaçaient les « Règlements sur la gestion des espaces religieux » de 1994 qui étaient le premier texte administratif à imposer une supervision du gouvernement après la publication du Document n°6 en 1991.

Curieusement, alors que les autorités avaient toutes les raisons de s'inquiéter de la survie du régime dans le contexte politique et social du début des années 1990, le contenu des règlements de 1994, composés de seulement 20 articles, apparaît laxiste et lapidaire par rapport aux textes ultérieurs. Ces anciens règlements concernaient uniquement les espaces religieux et édictaient surtout des principes généraux <sup>(31)</sup>. Les règlements de 2005 (et leurs 48 articles) couvrent quant à eux la gestion des organisations religieuses, des institutions d'enseignement, du personnel, de la direction, des publications et des biens. Ils ont grandement étendu le pouvoir discrétionnaire de la bureaucratie sur les affaires religieuses, faisant des organisations religieuses des auxiliaires *de facto* de l'État, ce qui a été interprété à l'époque comme un immense retour en arrière par rapport au relâchement du contrôle religieux dans les années 1980 <sup>(32)</sup>.

Après la décennie 1980, la communauté religieuse s'est efforcée de promouvoir une loi spéciale sur la religion <sup>(33)</sup>. Ses partisans estimaient que si la liberté religieuse avait bien été inscrite dans la Constitution de 1982, la

Chine devait encore mettre en place des institutions démocratiques permettant à la constitution de remplir son rôle de dispositif protecteur. Une loi sur la religion aurait en effet permis selon eux de protéger la religion à travers l'encadrement et le contrôle des fonctionnaires de l'État plutôt que de la limiter <sup>(34)</sup>. À la suite du 18<sup>ème</sup> Congrès national du Parti caractérisé par ce qui apparaissait alors comme un engagement du régime à favoriser l'État de droit, certains observateurs optimistes avaient vu dans la présidence de Xi une opportunité inespérée pour la formulation d'une loi sur la religion <sup>(35)</sup>.

Toutefois, l'article 77 de la réforme de 2017 est venu contrarier les espoirs nourris par la communauté religieuse quant à l'adoption d'une loi sur la religion. En outre, les nouveaux Règlements, entrés en vigueur en février 2018, ont non seulement largement maintenu le contrôle administratif en vigueur mais ont également étendu son spectre. La difficulté pour acquérir un statut légal reste élevée. La construction d'un nouveau lieu de culte doit être approuvée par les autorités au niveau provincial <sup>(36)</sup>. Les règlements disposent qu'une organisation religieuse doit générer des revenus stables et être dirigée par des ecclésiastiques accrédités par le gouvernement. Elle doit en premier lieu obtenir l'autorisation du bureau local des affaires religieuses avant de déposer sa demande d'enregistrement au Bureau des affaires civiles qui peut rejeter la demande s'il existe déjà une organisation similaire dans la même zone ou si l'organisation est susceptible de menacer la stabilité ou l'unité nationale.

Les petites congrégations ne disposent tout simplement pas des ressources nécessaires pour passer tous ces niveaux de procédures administratives. Un bon nombre d'entre elles n'ont pas assez de personnel religieux qualifié, et encore moins de responsables religieux accrédités par les associations religieuses patriotiques. L'obtention d'une accréditation officielle est dans certains cas incompatible avec les croyances profondes de certains groupes religieux, comme c'est le cas de l'Église catholique « souterraine » <sup>(37)</sup> et des

30. « Xi Jinping : l'amélioration totale du niveau du travail religieux dans un contexte nouveau », *op. cit.*
31. Conseil des affaires de l'État, « 宗教活动场所管理条例 » (*Zongjiao huodong changsuo guanli tiaoli*, Règlements sur la gestion des espaces religieux), 31 janvier 1994, <http://pkulaw.cn/CLI.2.8908> (consulté le 4 décembre 2017).
32. « 徐玉成：宗教界十分期盼宗教法制化 » (*Xu Yucheng: zongjiaojie shifen qipan zongjiao fazhihua*, Xu Yucheng : les cercles religieux défendent activement une gouvernance de la religion par la loi), *Phoenix New Media Limited*, 12 décembre 2015, [http://fo.ifeng.com/a/20151212/41522189\\_0.shtml](http://fo.ifeng.com/a/20151212/41522189_0.shtml) (consulté le 30 janvier 2018).
33. La première tentative pour défendre une loi sur la religion remonte à 1989, lorsque Zhao Puchu (président de l'Association bouddhiste de Chine) et K. H. Ting (président du mouvement de la triple autonomie) ont soumis une ébauche de loi à l'Assemblée nationale populaire. Cette tentative législative a échoué en raison de différents événements de l'actualité nationale et internationale, notamment les manifestations sur tout le territoire de musulmans contre l'ouvrage *Coutumes sexuelles* accusé de calomnier l'islam, les événements de Tiananmen et l'éviction consécutive des dirigeants aux positions modérées, ainsi que la chute de l'ordre communiste, dans laquelle la religion aurait joué un rôle essentiel en Pologne et en Roumanie.
34. Entretien avec un responsable religieux, Pékin, juillet 2014.
35. Xi Jinping, « 关于'中共中央关于全面依法治国若干重大问题的决定'的说明 » (*Guanyu 'Zhonggong zhongyang guanyu quanmian yifazhiguo ruogan zhongda wenti de jue ding' de shuo ming*, Explication de la décision du Comité central du PCC sur quelques questions relatives à la mise en œuvre complète de l'État de droit), *Xinhuanet.com*, 28 octobre 2014, [http://news.xinhuanet.com/politics/2014-10/28/c\\_1113015372.htm](http://news.xinhuanet.com/politics/2014-10/28/c_1113015372.htm) (consulté le 7 décembre 2017).
36. L'autorité en charge d'approuver un nouveau lieu de culte est placée au niveau de l'échelon préfectoral.
37. Dans le cadre des efforts visant à fusionner l'Église officielle et l'Église souterraine reconnue par le Vatican, le Vatican aurait demandé aux prêtres de l'Église souterraine de démissionner pour soutenir les prêtres nommés par le gouvernement en décembre 2017, et cela malgré les protestations du clergé souterrain. Les réactions des catholiques chinois restent à observer. Voir : Ian Johnson, « Vatican, Eager for China Ties, Ask 'Underground' Bishops to Step Aside », *The New York Times*, 29 janvier 2018, <https://www.nytimes.com/2018/01/29/world/asia/china-catholics-vatican.html> (consulté le 30 janvier 2018) ; John Baptist Lin, « The Vatican Asks Legitimate Bishops to Step Aside in Favor of Illegitimate Ones », *AsiaNews.it*, 22 janvier 2018, <http://www.asianews.it/news-en/The-Vatican-asks-legitimate-bishops-to-step-aside-in-favour-of-illegitimate-ones-42896.html> (consulté le 30 janvier 2018).

maisons-églises évangélistes, qui ont refusé de s'affilier aux églises patriotiques sponsorisées par l'État. En outre, l'interdiction d'établir plusieurs organisations similaires dans une même zone assure aux groupes religieux patriotiques le monopole de la légalité. Ces restrictions ont poussé une large proportion de cultes à poursuivre leurs activités en dehors du contrôle du gouvernement, une tendance que la réforme des règlements n'est pas parvenue à inverser.

Un autre élément qui témoigne de l'incapacité de la réforme à changer le cadre réglementaire en vigueur concerne le recrutement du clergé. Le gouvernement a précisé que l'accréditation et l'enregistrement de tout le personnel religieux doivent « être consignés » (*bei'an* 备案) par le Bureau des affaires religieuses au niveau du district qui est en mesure d'approuver ou de révoquer le statut d'un membre du clergé. Mais les autorités en charge du *bei'an* pour les prêtres catholiques politiquement sensibles et les bouddhas vivants (*huofo* 活佛) du bouddhisme tibétain sont respectivement la SARA et les bureaux des affaires religieuses situés au niveau provincial ou au-dessus<sup>(38)</sup>. Le système *bei'an* a ainsi conféré aux autorités le pouvoir de contrôler un élément clé des affaires religieuses et a été utilisé pour éliminer ceux qui n'étaient pas en mesure de s'y conformer<sup>(39)</sup>. Dans la mesure où les responsables religieux patriotiques tendent de plus en plus à représenter les intérêts du gouvernement, ils ont perdu l'autorité qu'inspiraient leurs prédécesseurs<sup>(40)</sup>. Ceci a paralysé l'un des trois piliers institutionnels de la gestion des questions religieuses par l'État-Parti.

En outre, la réforme de 2017 a ajouté de nouvelles dispositions susceptibles de réduire l'espace religieux. La méfiance du régime envers la subversion religieuse apparaît clairement dans le nouvel article 3 qui dispose que la gestion des affaires religieuses doit « promouvoir la défense de la légalité, interdire ce qui relève de l'illégalité, éliminer l'extrémisme, résister à l'infiltration et combattre le crime »<sup>(41)</sup>. De la même façon, l'article 4 est agrémenté d'un dispositif interdisant aux individus et organisations de générer des conflits au sein d'une même religion ou entre croyants et non croyants, qu'il s'agisse de prôner, de soutenir ou financer l'extrémisme religieux ou de se servir des religions pour ébranler l'unité ethnique, diviser la nation ou s'engager dans des activités terroristes.

Parmi les tendances que les Règlements tentent de combattre sous la catégorie d'« activités illégales » se trouvent la marchandisation du bouddhisme et du taoïsme qui se manifeste notamment par la « construction anarchique » (*luanjian* 乱建) de temples et de statues extérieures de Bouddha, la mise en location de temples, la mise en vente de biens provenant de temples ou l'apparition de faux moines cupides, ainsi que la diffusion d'activités religieuses non autorisées comme la participation à des Hajj non organisés par le gouvernement, la création d'église-maison et le prosélytisme sur Internet. Dans l'esprit des rédacteurs des Règlements, l'« extrémisme » et le « crime » renvoient à la violence porteuse de la menace de l'indépendance ou de l'autonomie du Xinjiang et du Tibet. L'« infiltration » fait référence aux œuvres missionnaires étrangères dont l'objectif supposé est d'« occidentaliser » et « diviser » la Chine sous couvert d'investissement commercial, de construction d'hôpitaux, de création d'organismes de bienfaisance, de tourisme, d'échange culturel et d'études. Le terme désigne également la prolifération des églises souterraines encouragée par ce qui s'apparente aux yeux du régime à des efforts délibérés pour entraver et diviser les associations religieuses patriotiques<sup>(42)</sup>.

La réforme étend également la censure au contenu religieux sur Internet et interdit aux organisations, écoles et espaces non religieux de fournir une éducation religieuse et de rassembler des citoyens autour d'activités reli-

gieuses étrangères (article 41). Cette interdiction vise les groupes religieux qui agissent en dehors de la supervision du gouvernement. Le caractère inédit de cet article réside dans la tentative de l'État de réprimer le comportement individuel des citoyens à l'étranger. Enfin, ces règles confèrent aux autorités le pouvoir de sanctionner même dans le cas où aucun crime n'a été commis (article 68).

Néanmoins, la réforme aborde deux problèmes importants qui touchent les communautés religieuses, en particulier les communautés bouddhiste et taoïste, à savoir le caractère flou du droit de propriété et l'absence de statut légal qui en découle pour les espaces religieux. Ces difficultés ont placé ces groupes dans une position institutionnelle défavorable. Dans la mesure où ils ne sont pas responsables civilement, ils doivent compter sur les associations religieuses patriotiques ou les bureaux des affaires religieuses pour agir en leurs noms, conclure des contrats, obtenir des prêts et comparaître au tribunal. Une telle dépendance envers les autorités a rendu les espaces religieux, notamment les temples, particulièrement vulnérables aux abus des autorités locales. La propriété collective (*shehui gongyou* 社会公有) des temples et les opportunités en termes de tourisme religieux ont entraîné une large marchandisation des temples qui a été encouragée par les autorités locales<sup>(43)</sup>. Les nouveaux règlements sont censés combattre cette tendance en précisant les droits des communautés religieuses sur les lieux appartenant à l'État ou à la collectivité et ainsi permettre aux sites religieux d'acquérir un statut légal s'ils obtiennent au préalable la permission de l'Association religieuse patriotique locale.

## Faire du neuf avec du vieux

La portée de l'application des nouveaux règlements reste encore à examiner. Néanmoins, dès la fin de l'année 2017, le principe directeur de la sinisation s'est déjà heurté à l'inertie bureaucratique. Dans un éditorial spécial, un responsable adjoint de la SARA critique les orientations de la politique et ses méthodes ainsi que les confusions qui en découlent, le carac-

38. Les règlements de 2018 disposent que les autorités en charge du *bei'an* pour les bouddhas vivants doivent être situées à l'échelon provincial et non plus à l'échelon préfectoral.

39. Des cas récents ont attiré l'attention au niveau national et international. C'est notamment le cas de Ma Daqin, qui a annoncé sa démission de toutes ses fonctions au sein de l'Association patriotique des catholiques chinois lors de son ordination comme prêtre en 2012, ou celui de Gu Yuese, président du Conseil des chrétiens protestants du Zhejiang, qui a publié une lettre ouverte condamnant les destructions d'églises et de croix par les autorités locales en 2016.

40. Xu Yucheng, ancien chercheur au sein de l'Association bouddhiste de Chine (ABC) avait déploré le fait que le système du *bei'an* figurant dans les Règlements sur les affaires religieuses de 2005 permettait aux autorités de nommer en toute légalité des responsables religieux dociles et renvoyer les éléments désobéissants. SARA a ainsi piloté le changement de direction de l'ABC en 2010 et a choisi des moines au prestige contestable pour diriger l'association, ce qui a grandement entaché l'autorité de la SARA et de l'ABC dans la communauté bouddhiste. Voir : Xu Yucheng, « 关于“宗教事务条例”发布十周年随想 » (*Guanyu 'zongjiao shiwu tiaoli' fabu shi zhounian suixiang*, Quelques réflexions sur le dixième anniversaire de la publication des « Règlements sur les affaires religieuses »), *Pu Shi Institute for Social Science*, 6 novembre 2014, <http://www.pacilution.com/ShowArticle.asp?ArticleID=5313> (consulté le 5 avril 2018) ; voir également « Xu Yucheng : les cercles religieux défendent activement une gouvernance de la religion par la loi », *op. cit.*

41. Conseil des affaires de l'État, « 宗教事务条例 » (*Zongjiao shiwu tiaoli*, Règlements sur les affaires religieuses), 7 septembre 2017, [http://www.gov.cn/zhengce/content/2017-09/07/content\\_5223282.htm](http://www.gov.cn/zhengce/content/2017-09/07/content_5223282.htm) (consulté le 10 décembre 2017).

42. « 新修订“宗教事务条例”释义(1) » (*Xinxiuding 'zongjiao shiwu tiaoli' shiyi (1)*, Interprétations légales de la nouvelle révision des « Règlements sur les affaires religieuses »), *中国宗教 (Zhongguo zongjiao, Religion chinoise)* 2017/11 : 63-69.

43. Les temples et les monastères sont désignés par l'État comme des biens appartenant à la société, à la différence des églises qui appartiennent aux organisations chrétiennes et aux mosquées qui appartiennent aux communautés islamiques locales. Pour une description détaillée des différents régimes de droits de propriété religieux et leur influence sur les relations entre la religion et l'État local, voir : Chang (2016).



tère superficiel de sa mise en œuvre, l'absence de planification générale et la faiblesse de la coordination entre l'État-Parti, les communautés religieuses et la sphère académique<sup>(44)</sup>.

La politique doit donc encore concorder avec les agendas de travail de la plupart des localités. Elle n'a été diffusée que sous la forme d'un slogan dans certaines zones tandis que, dans d'autres, la communication des autorités centrales n'a absolument pas été en mesure de convaincre les masses. L'exemple le plus étonnant de sa mise en application a été la promotion de la culture traditionnelle du thé par les conseils chrétiens provinciaux et les comités du mouvement patriotique des trois autonomies des églises protestantes du Shandong et du Yunnan<sup>(45)</sup>.

De manière générale, les groupes locaux et les communautés taoïstes, bouddhistes chinoises et musulmanes ne se sentent pas concernés par la sinisation, le taoïsme étant indigène, le bouddhisme érigé en modèle de sinisation religieuse et l'islam ayant été sinisé depuis la dynastie Ming à travers une assimilation du confucianisme<sup>(46)</sup>. En outre, dans la mesure où le catholicisme et le protestantisme ont été restructurés à partir des années 1950, c'est-à-dire « sinisés » à travers « l'auto-élection et l'auto-ordination » (*zixuan zisheng* 自选自圣) des prêtres et le mouvement patriotique des trois autonomies, le programme de sinisation n'est rien de plus, aux yeux d'un bon nombre d'acteurs, qu'une campagne politique visant principalement à renforcer le contrôle sur la religion. Malgré leur volonté de coopérer, les responsables religieux patriotiques au niveau national sont désarmés et ne savent tout bonnement pas comment agir en raison de l'insuffisance de ressources humaines consacrées à la sinisation<sup>(47)</sup>.

Si la sinisation telle qu'elle a été présentée par Xi ne peut se réduire à une série de slogans, elle manque avant tout de clarté en tant que stratégie politique. Les responsables du travail religieux au sein de l'État-Parti y voient une tâche systémique rude et complexe qui suppose une transformation du champ religieux, y compris ses croyances, pratiques, infrastructures et cultures. Le programme en est pour le moment à une étape de clarification conceptuelle.

Ainsi, l'Institut central du socialisme, l'équivalent de l'École centrale du Parti pour les non membres du Parti, a commencé, à partir du printemps 2017, à former des responsables d'associations religieuses patriotiques et de centres d'enseignement religieux<sup>(48)</sup>. Chaque séminaire est constitué de deux ou trois modules de cours qui couvrent des sujets généraux comme « la culture chinoise et la régénération de la nation chinoise », « la politique religieuse et les règlements » ainsi que des thèmes spécifiques tels que « le christianisme et les échanges culturels entre la Chine et l'Occident », « la culture chinoise et la sinisation du christianisme » ou « une nation chinoise pluraliste et unifiée ». Les cours pour le groupe du Xinjiang sont conçus pour alimenter un sentiment nationaliste et comprennent même des cours de mandarin et des séjours de terrain dans des musées, des mémoriaux et sites historiques nationaux et des parcs de sciences et de technologies<sup>(49)</sup>.

L'objectif principal de ces séminaires qui durent en général une à deux semaines est d'établir un consensus politique et culturel sur le programme de sinisation parmi les responsables religieux<sup>(50)</sup> et ce, même si les cours ciblent ce que le régime perçoit comme des défis posés par chaque religion : la marchandisation et la faiblesse de la discipline pour le bouddhisme et le taoïsme, l'extrémisme et le sentiment anti chinois au sein de l'islam ainsi que la dé-sinisation et la politisation du catholicisme et du protestantisme.

En résumé, la sinisation est un programme d'ingénierie socio-politique initié par les autorités centrales et visant à englober toutes les variations locales et religieuses. Néanmoins, ses véritables implications, notamment la

question de l'intégration de la grande culture chinoise (un concept confus) dans les théologies, sont difficiles à appréhender pour la majorité. Il apparaît encore plus complexe de promouvoir le concept auprès des masses de fidèles. La mise en œuvre du projet dans le contexte du cadre réglementaire en vigueur revient à demander à un corps bureaucratique rigide d'opérer une gymnastique politique.

## Conclusion

Cet article vise à replacer la politique de sinisation religieuse de Xi Jinping dans un contexte politique et un cadre législatif et réglementaire plus large. Le leader chinois est conscient que la Chine est actuellement à un tournant historique et il poursuit sa stratégie de *soft power* comme en témoigne son grand discours sur le rêve chinois et l'importance de la culture chinoise. Toutefois, Xi a également révélé une profonde crainte de l'infiltration étrangère, faisant de ses inquiétudes sur la survie du régime le moteur de la formulation de sa politique religieuse.

44. Chen Zongrong, « 关于我国宗教中国化方向的几点思考 » (*Guanyu woguo zongjiao zhongguohua fangxiang de jidian sikao*, Quelques réflexions sur l'orientation de la sinisation en Chine), *中国宗教* (*Zhongguo zongjiao*, Religion chinoise) 2017/1 : 23-25.
45. Gao Ming, « 弘扬传统文化：基督教信仰表达中国化的新尝试 » (*Hongyang chuantong cha wenhua: jidujiao xinyang biaoda zhongguohua de xin changshi*, Promouvoir et développer la culture traditionnelle du thé : une nouvelle tentative de sinisation de la foi chrétienne), *中国宗教* (*Zhongguo zongjiao*, Religion chinoise) 2016/9 : 34-35. « 云南基督教两会举办 '茶席边的圣经' 项目成果分享会，探索基督教中国化 » (*Yunnan jidujiao lianghui juban 'chaxibian de shengjing' xiangmu chengguo fenxianghui, tansuo jidujiao zhongguohua*, Les lianghui des catholiques du Yunnan présentent les résultats de leur programme « la Bible et le thé », explorant la sinisation du christianisme), *Fuyinshibao.cn*, 8 juillet 2016, <http://www.gospeletimes.cn/index.php/portal/article/index/id/34601> (consulté le 1er février 2018).
46. Cette affirmation représente la position de la branche sinisée de l'islam qui domine les associations islamiques patriotiques.
47. Chen Zongrong, « 坚持我国宗教中国化方向要做好六个方面的工作 » (*Jianchi woguo zongjiao zhongguohua fangxiang yao zuohao liuge fangmian de gongzuo*, Pour persévérer dans l'orientation de la sinisation religieuse en Chine, il convient de mener le travail à bien dans six domaines), *中国宗教* (*Zhongguo zongjiao*, Religion chinoise) 2017/12 : 10-13.
48. « 中央社院举办全国基督教、天主教院校负责人基督教中国化研修 » (*Zhongyangshenyuan juban quanguo jidujiao, tianzhujiao yuanxiao fuzeren jidu zongjiao zhongguohua yanxiuban*, L'Institut central du socialisme organise des séminaires sur la sinisation du christianisme pour les dirigeants des écoles catholiques et protestantes du pays), *zysy.org.cn*, 6 avril 2017, <http://www.zysy.org.cn/a1/a-XCW6KP5163081E799CC849> (consulté le 3 février 2018).
49. « 中央社院第一期新疆中青年爱国人士培训班赴江苏、上海、泉州三地教学实践 » (*Zhongyangshenyuan diyiqi Xinjiang zhongqingnian zongjiao aiguo renshi peixunban fu jiangsu, Shanghai, Quanzhou sandi jiaoxue shijian*, Le premier cours de formation de l'Institut central du socialisme réservé aux personnalités religieuses patriotiques d'âge moyen du Xinjiang a consisté en une étude de terrain dans trois localités, Jiangsu, Shanghai et Quanzhou), *izysy.org.cn*, 8 décembre 2017, <http://www.zysy.org.cn/a1/a-XCXWDT96AF67B00F6505CB> (consulté le 4 février 2018); « 伊斯兰教与佛教相遇，会是一幅画面 » (*Yisilanjiao yu fojiao xianyu, huishi zenyang de yifu huamian*, Que donnerait une rencontre entre l'islam et le bouddhisme ?), *zysy.org.cn*, 7 décembre 2017, <http://www.zysy.org.cn/a1/a-XCXW80F033A16DBB71371D> (consulté le 4 février 2018).
50. « 中央社院为中国天主教神职人员举办研修班 » (*Zhongyangshenyuan wei Zhongguo tianjiao shenzhi renxian juban yanxiuban*, L'Institut central du socialisme organise des cours pour le clergé catholique chinois), *Xinhuanet.com*, 3 mars 2017, [http://www.xinhuanet.com/2017-03/03/c\\_1120566364.htm](http://www.xinhuanet.com/2017-03/03/c_1120566364.htm) (consulté le 3 février 2018); « 中央社会主义学院首次为道教人士举办研修班 » (*Zhongyangshehui zhuyixueyuan shouci wei daojiao renshi juban yanxiuban*, L'Institut central du socialisme organise pour la première fois des semaines réservés aux personnalités taoïstes), *Xinhuanet.com*, 11 avril 2017, [http://www.xinhuanet.com/politics/2017-04/11/c\\_1120788829.htm](http://www.xinhuanet.com/politics/2017-04/11/c_1120788829.htm) (consulté le 3 février 2018); « 中央社院举办首个新疆伊斯兰教经学院研修班 » (*Zhongyangshenyuan juban shouge Xinjiang yisilanjiao jingxueyuan jiaoshi yanxiuban*, L'Institut central du socialisme organise pour la première fois des séminaires pour les écoles coraniques du Xinjiang), *zysy.org.cn*, 11 juillet 2017, <http://www.zysy.org.cn/a1/a-XCWU1A7D2AE1D9FA2D1034> (consulté le 3 février 2018); « 中央社院举办首个西藏藏传佛教经师培训班 » (*Zhongyangshenyuan juban Xizang zangchuan fojiao jingshi peixunban*, L'Institut central du socialisme organise des séminaires de formation pour les moines bouddhistes tibétains), *zysy.org.cn*, 26 octobre 2017, <http://www.zysy.org.cn/a1/a-XCXIEU495EEC3F6A4FC1F7> (consulté le 3 février 2018); « 新疆爱国宗教人士研修班在中央社院开班 » (*Xinjiang aiguo zongjiao renshi yanxiuban zai zhongyangshenyuan kaiban*, Ouverture de séminaires pour les personnalités religieuses patriotiques du Xinjiang à l'Institut central du socialisme), *zysy.org.cn*, 27 novembre 2017, <http://www.zysy.org.cn/a1/a-XCXQ7F9C9A53BFF8C4BB9A> (consulté le 3 février 2018).

Dans la mesure où la sinisation religieuse doit compter sur une bureaucratie autocentrée et incompétente pour revitaliser la culture chinoise traditionnelle, elle est, comme son parent idéologique, « le rêve chinois », tout sauf féconde. En tant que mesure politique, les Règlements sur les affaires religieuses (2018) qui en découlent visent avant tout à intensifier et étendre le contrôle bureaucratique sur la sphère religieuse. En dépit de la diffusion par Xi des principes de « guidage » et de gouvernance par la loi, la gouvernance des religions par le régime actuel obéit toujours à une logique de contrôle et d'exclusion. Elle impose une supervision totale du gouvernement sur les pratiques religieuses jugées normales et bénéfiques par le gouvernement tandis qu'elle pousse à la clandestinité toutes celles considérées comme indésirables et non conformes. Plutôt que d'assouplir la réglementation officielle et de per-

mettre un plus grand degré de tolérance religieuse, ou encore d'être plus précis sur la définition de certaines pratiques religieuses pour en faciliter la gestion, les nouveaux règlements, en étendant le spectre et l'intensité du contrôle bureaucratique, viennent aggraver la régulation déjà dysfonctionnelle des religions par l'État.

■ Traduit par Camille Liffra.

■ Kuei-min Chang est chercheur post-doctorant à l'Institut sur la Chine de l'Université d'Alberta.

The University of Alberta, 203 Telus Centre, 87 Avenue and 111 Street, Edmonton, AB T6G 2R1, Canada (kueimin@ualberta.ca).

Article reçu le 14 février 2018. Accepté le 11 avril 2018.

## Références

CHANG, Kuei-min. 2016. *Spiritual State, Material Temple: The Political Economy of Religious Revival in China*. Columbia University Academic Commons, <http://dx.doi.org/10.7916/D8SN097K>.

GOOSSAERT, Vincent, et David A. PALMER. 2011. *The Religious Question in Modern China*. Chicago : University of Chicago Press.

GROOT, Gerry. 2016. « The Expansion of the United Front Under Xi Jinping ». In Gloria Davies, Jeremy Goldkorn et Luigi Tomba (éds), *China Story Book 2015: Pollution*. Canberra : The Australia National University Press. 168-177.

LEUNG, Beatrice. 2005. « China's Religious Freedom Policy: The Art of Managing Religious Activity ». *The China Quarterly* 184 : 894-913.

LI Xiangping. 2010. « 宗教信仰的国家想象力——兼评'宗教生态轮思潮' » (*Zongjiao xinyang de guojia xiangxiangli—jianping 'zongjiao shengtailun sichao*, Imaginaire national sur les croyances religieuses et critique du courant de l'« écologie religieuse »). *Pushi Institute for Social Science*, 16 septembre 2010, <http://www.pacilution.com/ShowArticle.asp?ArticleID=2602> (consulté le 4 mai 2018).

MACINNIS, Donald E. 1989. *Religion in China Today: Policy and Practice*. New York : Orbis Books. 8-26.

MOU Zhongjian. 2009. « 基督教与中国宗教文化生态问题的思考 » (*Jidujiao yu Zhongguo zongjiao wenhua shengtai wenti de sikao*, Réflexions sur le christianisme et la question de l'écologie culturelle religieuse en Chine). In Ma Hucheng (éd.), *当代中国民族宗教问题研究 (Dangdai Zhongguo minzu zongjiao wenti yanjiu*, Études sur les questions religieuses et culturelles dans la Chine contemporaine). Lanzhou : *Gansu minzu chubanshe*. 24-35.

MOU Zhongjian. 2012. « 宗教生态轮 » (*Zhongjiao shengtai lun*, À propos de l'écologie culturelle et religieuse). *世界宗教文化 (Shijie zongjiao wenhua*, Cultures religieuses du monde) 2012 (1) : 1-10.

PALMER, David. 2009. « Les danwei religieuses : L'institutionnalisation de la religion en Chine populaire ». *Perspectives chinoises* 2009/4 : 19-33.

WANG Chao, et GAO Shining. 2012. « 宗教管理模式的回顾与思考——从'宗教文化生态平衡论'说起 » (*Zongjiao guanli moshi de huigu yu sikao—cong 'zongjiao wenhua shengtai pingheng lun' shuoqi*, Analyse et réflexions sur les modèles de réglementation religieuse depuis la perspective de « l'équilibre écologique culturel et religieux »). *世界宗教研究 (Shijie zongjiao yanjiu*, Étude des religions dans le monde) 2012 (5) : 173-178.

VAN SLYKE, Lyman P. 1967. *Enemies and Friends: The United Front in Chinese Communist History*. Stanford : Stanford University Press.

ZHANG Zhigang. 2011. « 基督教中国化三思 » (*Jidujiao zhongguohua sansi*, Trois réflexions sur la sinisation du christianisme). *世界宗教文化 (Shijie zongjiao wenhua*, Cultures religieuses mondiales) 2011 (5) : 7-12.

ZHUO Xinping. « 基督教中国化与中华民族命运共同体建设 » (*Jidujiao zhongguohua yu Zhonghuaminzu mingyun gongtongti jianshe*, La sinisation du christianisme et la construction d'une communauté de destins partagés pour la nation chinoise). *中国宗教 (Zhongguo zongjiao*, Religion chinoise) 2017 (1) : 42-43.